

## **Tonaki Y. - Difficile écologie politique au Japon d'après-Fukushima**

Yotetsu TONAKI, Université Toyo (Japon) / Université Paris Diderot (CSPRP)

Il serait évident que le « 11 mars » a marqué une nouvelle page à l'histoire des crises écologiques. Catastrophe complexe, composée de différents éléments – naturels, industriels, économiques, politiques, technoscientifiques etc. –, cet événement nous impose sans aucun doute à reconsidérer les enjeux mêmes de l'écologie politique. Mais quels sont exactement les défis qu'il nous pose ? A partir de l'observation des situations complexes ou même déchirées où se trouve le Japon après la catastrophe de « Fukushima », surtout de celles pour les habitants du département portant le même nom, nous nous proposons d'en dégager des points capitaux qui nous incitent à réexaminer la tâche de l'écologie politique.

1. Commençons par rappeler ce que signifie le mot « Fukushima ». Comme on le sait, c'est avec l'accident de la centrale nucléaire Fukushima-Daïichi de TEPCO (Tokyo Electric Power Company), que le nom de « Fukushima » est répandu dans le monde entier. Mais « Fukushima » a plusieurs noms ou visages, du moins du point de vue géographique. « Fukushima » est tout d'abord le nom du département où se situe cette centrale. Il est en vérité le troisième plus grand département du Japon en superficie, équivalente à la moitié de la Belgique. Puis la préfecture de ce département porte le même nom : la ville de Fukushima, située à 60 km au nord-est de la centrale, abrite à peu près 300,000 habitants. Or le département est divisé en trois parties par deux chaînes de montagnes qui vont du nord au sud. Le tsunami du 11 mars a frappé uniquement la partie à l'est du département, où se trouve la centrale nucléaire. Dans la partie centrale, avec l'autoroute et les grandes lignes qui lient Tokyo et le Nord-est du Japon, il y a des villes principales avec une grande population, y compris la ville de Fukushima. L'ouest du département est une région de montagnes, beaucoup moins contaminée que les deux autres. Il serait ainsi permis de dire que, sauf certains villages et quartiers au bord de la mer, ni le tsunami ni le séisme n'a provoqué autant de dégâts dans la plupart du département de Fukushima. C'est ainsi que beaucoup de gens continuent d'y habiter comme avant.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a jamais eu de « catastrophe » à Fukushima, mais, tout au plus, que l'écart est tellement grand entre ces régions qui sont toutes de « Fukushima », qu'il faut voir de plus près, au-delà d'une simplification et une exagération, le problème fondamental qui se trouve derrière les images, voire les illusions, suscitées par ce dénominateur commun. S'il y a une catastrophe, elle se trouverait plutôt dans cette normalisation des états catastrophiques. Nous y reviendrons. En tout cas, à titre d'illustrations, voyons du moins trois lieux typiques de « Fukushima » :

1) D'abord, les images répandues de « Fukushima » peuvent se trouver bien évidemment dans et autour de la zone interdite. Les maisons ruinées ou détruites, délaissées depuis l'accident, restent comme telles encore actuellement et resteront non habitable. On n'y voit que des voitures, camions, et bus qui circulent entre la centrale et la ville voisine, embarquant les liquidateurs.

2) De là, à environ 40 km au sud, il y a la ville d'Iwaki, où vivent plus de 300 mille d'habitants. Certains quartiers ont été gravement endommagés par le tsunami. Mais, il est à noter que, en général, le taux de radioactivité n'est pas aussi élevé dans cette ville, qui a pu échapper aux nuages contaminés en mars 2011. Actuellement, le problème capital pour elle est plutôt l'afflux de population et la hausse du prix des terrains, puisque les évacués et les travailleurs pour le démantèlement, la décontamination, et donc pour la « reconstruction », cherchent à y fixer leur logement. Or, j'ai visité récemment un quartier au bord de la mer : dans cette commune de Usuiso, presque totalement détruite par le tsunami, les habitants ont quand même de l'espoir : ils fondent une « commission de concertation pour la réforme » et se réunissent régulièrement dans une petite cabane, bâtie toute seule sur le quartier ruiné, afin de délibérer sur le plan de leur future commune.

3) Au centre du département, comme je l'ai dit, il y a deux grandes villes, Fukushima et Koriyama. Sans aucun dégât direct du tsunami, ni beaucoup de dommages du séisme, il paraît, à première vue, que rien ne s'est passé dans cette zone fortement peuplée. Cependant, la radioactivité émise de la centrale nucléaire sont allée au nord-ouest, dans la direction de la ville de Fukushima, et puis au sud, vers Koriyama. C'est ainsi qu'un niveau très élevé de radioactivité se détecte dans certains quartiers de ces villes. Le problème pour elles n'est donc pas simplement celui de « reconstruction », mais comment vivre avec une « faible » dose de radioactivité. Bien sûr que certain nombre d'habitants, notamment femmes et enfants, se sont déplacés dans d'autres régions. Mais ce type d'évacuation provoque plusieurs problèmes : beaucoup d'entre eux se sont évacués de façon spontanée, c'est-à-dire en dehors de la protection administrative ou de l'aide communautaire ; il y a aussi des séparations familiales et des divorces. Si l'on se décide par contre de rester, comme le font beaucoup de ses voisins, autant de problèmes s'imposent : stress physique et psychique, violences domestiques, problèmes sanitaires surtout chez les enfants qui doivent s'abstenir de jouer à l'extérieur. Il faut noter par ailleurs que, 2 ans et quelques mois passé, on reconnaît actuellement l'augmentation anormale des cancers de la thyroïde chez les enfants.

Il me semble nécessaire d'élucider une logique (ou une idéologie) qui pénètrent dans toute cette situation que l'on est amené, de gré ou de force, à reprendre la vie normale. La question touche justement le noyau de ce que c'est que l'écologie. Dès sa première définition par E. Haeckel, ne s'agissait-il pas d'une logique capable d'expliquer les relations entre les organismes et l'environnement qui les entoure ? Si « Fukushima » signifie cette scène où l'on s'adapte à l'environnement plus ou moins contaminé en vue de réhabiliter la « normalité » de la vie, il faut savoir ce qui la promeut et ce qui en empêche une réforme radicale.

2. On doit d'abord admettre que le Japon a connu après le 11 mars un remarquable mouvement politique qui proclame cette sorte de réforme radicale. Remarquable non simplement parce que la population avait resté avant la catastrophe quasiment indifférente à la politique nucléaire du pays, mais que jusqu'alors les Japonais avaient été presque muets à l'égard de toutes sortes de mouvement politique. Après l'échec du mouvement étudiant dans les

années 60 (*zenkyoto*) et notamment à la suite du jusqu'au-boutisme de l'extrême gauche japonaise, c'était l'indifférence à la politique qui régnait sur l'espace public de ce pays. Le 11 mars a réveillé pour ainsi dire la conscience politique chez eux. Plusieurs manifestations anti-nucléaires sont régulièrement organisées avec une forte participation de la société civile. Particulièrement, il faut noter une série de manifestations hebdomadaires devant la résidence officielle du premier ministre à Tokyo, qui proclame chaque vendredi soir « non au redémarrage ».

Cependant, ces mouvements étaient loin d'atteindre leur but ; ils n'ont même pas réussi à former une opinion publique. Cela est attesté par la victoire massive du parti conservateur (PLD) lors de l'élection de la Chambre des représentants en décembre 2012, et affirmé encore davantage par celle de la Chambre des conseillers en juillet 2013. Ayant promu la politique nucléaire du pays pendant un demi-siècle, PLD a déclaré de renier la décision du gouvernement précédent d'arrêter progressivement la production nucléaire sur 30 ans, tout en fournissant en même temps diverses politiques plus attractives de la réhabilitation économique. Le nouveau gouvernement n'affirme pas seulement le redémarrage des réacteurs nucléaires en suspension, mais entend accélérer l'exportation du nucléaire vers des pays en voie de développement comme la Turquie, la Lituanie, le Viet-nam, l'Inde etc.

L'échec du mouvement populaire peut s'expliquer par nombreuses raisons. Traditionnellement, le mouvement « écologiste » reste très faible au Japon ; c'est ainsi que la naissance du parti vert japonais en 2012 n'a pas attiré l'attention des gens. L'affaiblissement général de la gauche a empêché de former une opinion publique assez solide. En définitif, les mesures prises par le gouvernement de centre-gauche qui était au pouvoir au moment du 11 mars sont jugées insuffisantes – voire criminelles aux yeux de certains –, ce qui aurait incité les électeurs à remettre leur espérance au parti conservateur, qui proclame avant tout la reconstruction économique. Ajoutons en passant que le mouvement politique plus visible se trouverait plutôt à la droite, comme en témoigne la montée du nationalisme et du discours xénophobe ostensible et même raciste des groupes extrême-droites, soutenu surtout par des jeunes. En tout cas, on arrive ainsi à retrouver la vie « normale », en laissant de côté le problème de « Fukushima ». Relatant le résultat de la victoire du PLD, *Le Monde* a intitulé un de ses reportages « On publie Fukushima »<sup>59</sup> : tout se passe comme s'il s'agissait d'une sorte d'« apathie » générale, refoulement pour ainsi dire à l'égard de l'événement traumatique.

3. Or, derrière tous ces motifs, il me semble rester une exigence consistante qui soutient cette quête de normalisation. Comme on le sait, il s'agit précisément de l'exigence de la croissance, partagée par les acteurs dominants de la politique et de l'industrie. En fait, l'une de ses expressions explicites peut se trouver dans un rapport publié le 15 octobre 2013 par la Fédération des organisations économiques japonaises (*Keidanren*), syndicat patronal de grandes entreprises du Japon et principal groupe de pression du PLD. Intitulé « Proposition pour une future politique énergétique », ce rapport résume bien les idées qu'elle partage avec l'actuel gouvernement<sup>60</sup>.

<sup>59</sup> Grégoire Allix, « On oublie Fukushima », le 12 décembre 2012, *Le Monde*.

<sup>60</sup> Keidanren, « A proposal for Future Energy Policy », le 15

D'après ce rapport, l'augmentation des prix de l'électricité, à cause du remplacement des centrales nucléaires en suspension avec des centrales thermiques, « freine l'amélioration de la compétitivité industrielle et la croissance économique ». Pour avoir une amélioration souhaitée, dit-il, « le processus de redémarrage des centrales nucléaires doit être accéléré le plus rapidement possible, avec la sécurité comme une condition indispensable ». Le nucléaire n'est pas considéré simplement comme une des sources énergétiques requises pour la croissance ; il en est l'élément essentiel. Énergie plus efficace et propre à une « société post-carbone » qu'on prétend viser, il peut contribuer à « la résolution des problèmes mondiaux de l'énergie et du changement climatique ». C'est ainsi que « la taxe contre le réchauffement climatique, qui est l'un des facteurs augmentant les prix de l'énergie, devrait subir une révision fondamentale ». Quant à l'énergie renouvelable, elle doit elle aussi être entièrement révisée à cause de sa « faible efficacité, de instabilité et des coûts élevés ». Il n'oublie pas de mentionner le prolongement de l'installation du cycle du combustible nucléaire, capable de contribuer à la « utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ».

C'est vrai que toutes ces citations ne font que répéter ce que l'on n'a cessé de dire : l'utilisation constante de l'énergie nucléaire constitue une condition nécessaire de la croissance durable. Mais s'il y a quelque chose de neuf dans ce rapport, ce serait le fait même qu'il le répète encore à l'époque qualifiée d'« après Fukushima ». Certes, on pourrait objecter sans difficulté à sa proposition optimiste de la relance du nucléaire : l'accident de la centrale Fukushima Daï-ichi n'a-t-il pas apporté des dégâts littéralement « imprévus » ? N'atteste-t-il pas une limite de la maîtrise prométhéenne ainsi que de la faculté de l'imagination des hommes ? Est-on sûr d'oser redémarrer les centrales qui comportent des risques tellement graves ? etc. Mais il faudrait y répondre : toutes ces tragédies ne sont jamais oubliées ; ces risques sont déjà pris en compte... Ce type de réponse est déjà inscrite dans la tentative de prolonger le processus de croissance. Il faut donc savoir quelle est l'idée sous-jacente qui soutient une telle tentative. A cet égard, on peut se référer par exemple au « calcul préalable du coût du risque de de l'accident nucléaire », présenté le 25 octobre 2011 lors de la 3<sup>e</sup> commission d'examen de la technologie concernant l'énergie atomique et le cycle du combustible nucléaire, située dans le Bureau du Cabinet<sup>61</sup>. Tous les « coûts (*costs*) » des éventuels « risques » sont déjà calculés de façon managériale : on multiplie d'abord tous les coûts des dégâts (y compris celui pour l'indemnisation et le démantèlement), par le taux de fréquence des accidents ; et tout cela est divisé par la quantité d'électricité produite. Au fur et à mesure qu'on produit plus en plus d'électricité par les moyens assez sûres, les « coûts » des risques peuvent diminuer, quelque soit leur grandeur réel. Ces « coûts » seront compensés, en vue d'attendre au bien plus grand et plus général.

4. On pourrait qualifier une telle logique d'« optimiste », au sens étymologique du terme. En effet, elle peut se rapprocher facilement d'une idée traditionnellement admise à chaque moment catastrophique. En l'occurrence, il s'agit bien évidemment de la querelle sur

octobre 2013

<sup>61</sup> <http://www.aec.go.jp/jicst/NC/tyoki/hatukaku/siryu/siryu3/siryu3.pdf> (en japonais)

le mal et la providence, entretenue autour du fameux poème de Voltaire sur le tremblement de terre à Lisbonne en 1755. Dans la lettre adressée à Voltaire, Rousseau a écrit : « il peut donc, malgré sa bonté, ou plutôt par sa bonté même, sacrifier quelque chose du bonheur des individus à la conservation du tout »<sup>62</sup>. Les « coûts » individuels peuvent être « sacrifiés » au profit du bien général : « le mal particulier d'un individu contribue au bien général », dit Rousseau. Une telle vision optimiste était partagée, à la même époque, par le jeune Kant. Quelle que soit la relation ambiguë de Kant au concept leibnizien d'optimisme, ces écrits de jeunesse consacrés au tremblement de terre de Lisbonne montrent clairement que Kant suit Leibniz, notamment lorsqu'il affirme que ce monde est plus parfait que tous les autres mondes possibles. Seulement, c'est la finitude humaine qui empêche que les hommes aboutissent à la perfectivité divine. Ce qui reste pour les hommes, c'est, dit Kant, d'essayer d'y attendre, en « subordonnant les buts inférieurs aux buts supérieurs, pour pouvoir atteindre au but le plus haut de l'infini qui dépasse à jamais les moyens qu'on trouve dans la nature »<sup>63</sup>. Voilà donc la fameuse voie de providence. Le bien – ou le mal – individuel et donc inférieur peut être « sacrifié » ou « subordonné » au bien plus élevé, en vue du développement constant vers l'infini.

Il va sans dire que notre quête actuelle de la croissance n'est pas du tout la même que celle où vivaient Kant et Rousseau. Surtout, l'invention de l'énergie nucléaire, constituant la source essentielle de la présente quête, sert à la réalisation d'une civilisation hautement modernisée, beaucoup plus avancée qu'on ne la pensait. Mais, il faudrait ajouter en même temps qu'elle multiplie, de la même vitesse que le développement industriel, la grandeur du moins potentielle des catastrophes imprévues ; et que cette potentialité ne vient pas de l'extérieur mais est intrinsèquement liée à cette modernité elle-même. Le terme « modernité réflexive », mis en avant par Ulrich Beck et Anthony Giddens, montre bien que la modernisation techno-scientifique « se réfléchit », comme le double visage de Janus, sur la société elle-même en imposant les conséquences inversées ; c'est cette « réflexivité » qui constitue donc la « société du risque »<sup>64</sup>.

Mais le terme « risque » ne saurait plus être adéquat pour désigner le problème de notre époque, dans la mesure où il est conceptuellement inséparable du calcul, de l'estimation ou de la prévision préalablement pris par le sujet, ce que l'atteste justement le calcul du coût du risque que nous avons cité plus haut. « Fukushima » n'est-il pas le nom pour une société où la potentialité des catastrophes imprévues et immaîtrisables devient l'horizon même de notre vie ? C'est justement ce que Jean-Luc Nancy a montré dans son petit livre intitulé *L'équivalence des catastrophes. Après Fukushima*<sup>65</sup>, dont j'ai publié la version japonaise en collaborant avec lui. Nous sommes entrés, selon Nancy, dans une étape où, à la suite de la dissolution du système ordonné ou hiérarchique, toutes les choses sont

absorbées dans un système complexe de l'interdépendance technique, social et économique, pour devenir échangeables et équivalentes l'une à l'autre. Dans cette perspective, l'accident catastrophique de Fukushima doit être saisi comme un événement qui révèle une configuration plus vaste, au niveau planétaire même, de l'interdépendance de tous ces facteurs : quelle que soit la singularité de chaque facteur, une fois qu'il est entré dans ce système d'interdépendance, il peut déclencher des conséquences imprévues. Cette conception nous incite à penser que nous vivons dans un monde où la possibilité des catastrophes imprévisibles et immaîtrisables, forme une normalité de la vie.

Pour conclure, je voudrais remarquer rapidement qu'une telle idée n'est pas uniquement avancée par la philosophie occidentale post-moderne, mais se trouve employé par le discours de l'ingénierie japonaise, qui voudrait contribuer quant à elle à la sûreté du système social et technologique, y compris nucléaire. Alors qu'il avait essayé depuis longtemps de construire la théorie managériale de la sécurité concernant les accidents technologiques, ce discours, étant conscient après le 11 mars de l'incapacité pour une telle théorie de saisir la spécificité des catastrophes contemporaines, s'intéresse désormais à une notion qui permettrait d'inclure les éléments « imprévus » dans sa théorie de la gestion de la sécurité. Il s'agit précisément de la notion de « résilience ». Selon un appel intitulé « Vers quoi s'oriente l'ingénierie d'après la catastrophe ? », publié le 9 mai 2011 par l'École de l'ingénierie de l'Université de Tokyo, on met ses espérances en cette nouvelle notion : « tandis que l'ingénierie d'avant était celle qui “ne pensait pas à des imprévus”, l'ingénierie de résilience est celle qui vise “à bien arranger même si un imprévu arrivera” ». Mais comment peut-on « arranger » si le « coût » de cet imprévu sera multiplié par l'interdépendance indéfinie et dépassera sa prévision initiale ?

Si l'écologie politique est « difficile » au Japon d'après le 11 mars, ce n'est pas simplement parce que le mouvement politique des écologistes ou de la gauche en général n'arrive pas, structurellement ou non, à sortir de l'impasse, mais parce que le discours de la croissance s'installe assez solidement dans tous les champs de la politique, de l'industrie et de la science pour empêcher de penser à une autre voie. Si, comme l'a dit André Gorz déjà depuis les années 1970, la question principale pour l'écologie politique ne réside plus dans cette alternative de poursuivre la croissance ou bien en limiter l'excès par les moyens plus ou moins soutenable, mais de remettre en question ce régime de la rationalité économique en général<sup>66</sup>, il nous semble important de prolonger un tel travail tout en le resituant à l'époque d'« après Fukushima ».

<sup>62</sup> J.-J. Rousseau, « Lettres à Voltaire sur la providence », 1776.

<sup>63</sup> Kant, « Histoire et description du tremblement de terre de l'année 1755 et considérations sur les tremblements de terre observés depuis quelque temps », 1756.

<sup>64</sup> U. Beck, *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2003 ; U. Beck, A. Giddens et S. Lash, *Reflexive Modernization: Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Stanford University Press, 1994.

<sup>65</sup> Jean-Luc Nancy, *L'équivalence des catastrophes. Après Fukushima*, Paris, Galilée, 2012.

<sup>66</sup> Voir André Gorz, *Écologie et politique*, édition refondue et augmentée, Paris, Seuil, 1978.